

Appel commun des organisations syndicales CGT FSU de Loir et Cher pour le 27 juin 2019

Partout dans le pays, dans les entreprises, la Fonction publique, la sécurité sociale les mobilisations se multiplient pour s'opposer au démantèlement de nos droits collectifs conquis par les combats populaires.

Les organisations des finances publiques poursuivent et amplifient leur lutte pour l'abandon du plan de suppression de 51 postes et de 12 % d'emplois en Loir et Cher et la fermeture de l'ensemble des trésoreries du département à l'exception de BLOIS, ROMORANTIN et VENDOME. En somme c'est la fin des accueils de proximité de pleine compétence en mesure de répondre aux besoins des usager-es. Seuls les usager-es disposant des moyens suffisants pour se déplacer obtiendront peut-être les renseignements dont ils et elles ont besoin à plusieurs dizaines de kilomètres de leur domicile.

Les agent-es de l'Unité Départementale de la DIRECCTE et leurs organisations syndicales se mobilisent à partir du 26 juin contre le démantèlement des services de l'inspection du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle qui passeront sous l'autorité fonctionnelle des préfet-es et verront fondre leurs effectifs de plus de 20 % en région.

Les agent-es et les organisations syndicales de la sécurité sociale seront en grève dès le 25 juin pour leurs salaires, leurs conditions de travail et des effectifs suffisants pour répondre aux assuré-es sociaux qui ont plus que jamais besoin d'une protection sociale au service de la population.

Dans l'éducation nationale, déterminées à poursuivre l'action de grève de la surveillance des épreuves du 17 juin, les personnels et les organisations syndicales dans l'unité la plus large possible appellent à mettre en débat la grève le jeudi 27 juin pour :

- la revalorisation de leurs salaires,
- le retrait des réformes des lycées et du baccalauréat,
- le retrait de la loi BLANQUER et du projet de loi fonction publique.

Dans les entreprises du Loir et Cher, les revendications sur les salaires et les conditions de travail donnent lieu à la mobilisation des travailleur-ses sous toutes les formes possibles y compris la grève.

Les projets du gouvernement en cours de discussion sur la retraite et l'assurance chômage au parlement ont pour ambition de démanteler tout ce que nous avons arraché par la grève et les luttes populaires depuis 70 ans.

Le projet de casse du statut de la Fonction publique est l'outil final pour se débarrasser des fonctionnaires au service des usager-es et pouvoir saccager en silence ce qu'il reste des services publics.

Parce que toutes nos revendications public/privé sont communes et répondent à l'intérêt général, agissons ensemble le jeudi 27 juin pour construire une riposte interprofessionnelle et massive aux projets de reculs sociaux.

Les organisations syndicales CGT, FSU de Loir et Cher appellent à agir ensemble, dans l'unité la plus large, à se mettre en grève, à débrayer, ou sous toutes autres formes et à manifester le :

27 juin 2019 à 15 heures

devant la cité administrative, avenue Maunoury à BLOIS

De l'argent il y en a pour les entreprises : 40 milliards de CICE, 200 milliards d'exonérations de cotisations sociales, d'aides fiscales diverses financées par nos impôts, plus de 100 milliards d'évasion et de fraude fiscale et plus de 58 milliards de dividendes distribués aux actionnaires en 2018 ! Cet argent est le produit de notre travail, pour le récupérer EXIGEONS :

- la hausse des salaires et du point d'indice de la Fonction publique,
- le retrait de la loi BLANQUER et l'abandon des projets de loi de transformation de la Fonction publique, d'organisation territoriale de l'État,
- des services publics de proximité partout et pour toutes et tous,
- le renforcement de notre sécurité sociale solidaire, dont le système de retraite par répartition, financée exclusivement par les cotisations sociales.